



**BDR-MARSEILLE-AIX**

22, rue Borde 13265 Marseille cedex 8

Tél. 0491179757 - 0491179717

Ce 30 novembre, les organisations syndicales nationales sont convoquées pour un CTPC qui doit examiner le plan de suppressions d'emplois à la DGFIP.

Comme nous l'avons déjà annoncé, les représentants de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires ne se rendront pas à cette réunion. Il n'est pas question pour nous de cautionner de quelque manière que ce soit cette nouvelle et insupportable saignée dans les effectifs de notre administration.

Comme nous nous y étions engagé, ce 30 novembre, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires et FO DGFIP dans une démarche unitaire, ont rencontré le matin les directions des DSF d'Aix et de Marseille et l'après-midi la direction de la gestion publique.

Nous leur avons remis une motion condamnant les 72 suppressions d'emplois dans les BdR et leurs conséquences dramatiques pour les agents et le service public, afin qu'elle soit transmise à la DG.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a dénoncé la souffrance des agents au travail, phénomène qui va encore s'accroître avec la charrette 2010 !

La DG a décidé que pour 2010, ce sont surtout les services des Hypothèques et d'assiette qui seront les principaux "touchés" au prétexte de gains de productivités (té@cte, téléIR, DPR) qui restent bien évidemment à démontrer. Il en est de même pour les services de la gestion publique (gains liés à la dématérialisation).

La démotivation qui s'en suit est d'autant plus forte qu'elle ne s'accompagne d'aucune contrepartie financière.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a fustigé la volonté politique de démantèlement du service public et l'abandon de missions essentielles à la justice fiscale et sociale dans notre pays.

Pour seules réponses, les trois directions se sont abritées derrière la commande éminemment politique de la DGFIP qui n'appelle aucun commentaire de leur part... **C'EST NAVRANT !!!**

***Seule une riposte massive et unitaire des personnels sera de nature à faire reculer cette volonté libérale de mettre à bas la fonction publique.***